

RESUME émission du 30 mai:

Pour investir, Solution miracle alors que les caisses sont vides, ou véritable bombe à retardement. L'entreprise investit à la place de la communauté. Dépendance à des multinationales, les seules à pouvoir proposer un service complet , c'est un peu comme un leasing, et ça coute plus cher. Des catastrophes et des réussites...

Le cadre des PPP a été élargi dans une loi votée ce début de mai a des sociétés d'économie mixte à opération unique, pour la mise en place des super- PPP: les SEMOP. Les nouveaux PPP ne sont plus assujettis aux conditions initiales draconiennes des PPP (urgence, complexité, intérêt collectif). N'importe quelle commune peut faire une SEMOP et un PPP nouvelle manière.

Voté à forte majorité avec très peu de débats et peu de parlementaires.

Dorénavant, Les élus locaux présideront le conseil d'administration de la SEMOP face à l'investisseur.

L'exemple du futur palais de justice de Paris (Cyrille Boureille, avocat asso la justice dans la cité/partenaire de PPP= Bouygues)devis initial de 1.6Milliard, que risque de passer à 3 M.) Difficulté d'obtenir les chiffres, en particulier des indemnités financières si contrat annulé. PPP= Defaut majeur d'accès à l'information financière.

Hopital Sud francilien Evry/Corbeil (Eiffage). Contrat rompu. Pas fonctionnel, un an de retard, mauvais cahier des charges initial, surfacturations flagrantes pour réaménagements (plusieurs dizaines de millions d'indemnité pour Eiffage).

Hopital des 15/20 (PPP pour ajouter une aile "recherche" à l'hopital). Un projet ou tout le personnel concerné a été consulté; *Un projet réussi*. Le contrat a été très bien prévu à l'origine. Avec une base de rentabilité. Donc étude juridique, puis financière drastique : le PPP ne doit pas couter plus qu'un marché normal.

Pourquoi les cahiers des charges sont-ils rarement publics ? Ce serait une obligation par rapport à la concurrence. Leur publicité permettrait même de voir comment le contrat a été borduré par la collectivité publique. Ca validerait aussi le choix de la collectivité, et témoignerait au public de l'étude de la concurrence.

Des dizaines de PPP sont actuellement des bombes à retardement .Attac n'a cessé de dénoncer ce type de projets (Rosaine Perrot, chargée de cours; univ de Rennes, AtTac) dénoncer les contrats scandaleux. Avant 2010 les loyers de PPP étaient considérés comme du fonctionnement, et n'apparaissaient pas au bilan.: on planquait la dette. Une réforme oblige aujourd'hui les collectivités territoriales à comptabiliser ces dépenses au bilan.

Aujourd'hui les collectivités territoriales sont dans une logique de compétition: Il faut faire beau et cher, plus que le voisin. L'image de marque *Equipements à facteur d'attractivité pour les collectivités locales* prime sur une étude financière sérieuse de taille adaptée au projet.: Le PPP c'est aujourd'hui 7% de la commande publique.

Stade d'athlétisme d'Angoulême: les taux consentis aux entreprises sont supérieurs aux taux accordés au public. Si on avait construit le projet en maîtrise d'ouvrage public, on pouvait emprunter sur 20 ans à 4.9%. (remb.=250 000€/an). On a un PPP avec un loyer de 329 000, juste pour l'investissement. Un surcôt de 31%, juste pour l'investissement. Il y en a aussi pour des surcoûts de maintenance.

Les entreprises sont privées et n'ont pas un but d'intérêt collectif, ils sont là pour gagner de l'argent. L'état est à bout de souffle, Le PPP correspond à un recul de l'Etat dans sa maîtrise des projets publics

Claude Annick Tissot (dénonciatrice des malversations financières des marchés publics d'Ile de France).

La procédure des PPP apparaît-elle vérolée?: *c'est plutôt la gouvernance qui est vérolée*: L'analyse préalable est d'une importance capitale (voir le PPP satisfaisant des 15/20) Etude approfondie au niveau des coûts, au niveau des risques, et mieux cadrer le projet en amont.

Voir sur le net dit-elle l'étude de *l'agence nationale d'appui à la performance*: étude comparative entre des dizaines de PPP et maîtrise d'ouvrage public. Le surcoût n'est pas rédhibitoire. Les délais de réalisation PPP sont plus courts. Il y a des ratages et des réussites.

Dans les ratages on voit (Cour des comptes sur projet hôpital Sud Francilien) une critique des projets de la gouvernance qui n'étaient pas clairs, et qui ne prévoyait pas la répartition des coûts associés aux risques.

Il faut donc mieux encadrer l'analyse préalable (dixit Cour des Comptes) avec la mission d'appui aux PPP (modèles financiers disponibles en ligne).

EF
